

D'une « transition démocratique » à l'espagnole

José Manuel NAREDO

Por una oposición que se oponga
Anagrama, Barcelone, 2001.

LA « transition démocratique » espagnole fut à tel point un modèle du genre que, vantée ici et là par les journalistes et les politologues du consentement, elle a longtemps servi – et sert encore – de référence obligée quand vacillent les dictatures et que, comme hypothèse du moins, pointe la subversion. L'analyse que nous en livre José Manuel Naredo ¹ a l'insigne avantage d'en révéler les véritables enjeux : pérenniser sous une forme « démocratique » le type de société pyramidale qu'avait instaurée le franquisme, donner à la monarchie une image moderniste et détruire toute opposition réelle et directe aux mécanismes de domination.

La reprise de textes qui furent, en leur temps, d'actualité, n'est jamais un exercice facile. A défaut de pratiquer la retouche – ce à quoi, bien sûr, s'est refusé l'auteur –, on s'y expose souvent, au mieux à l'étalage d'erreurs d'appréciation ou de défaillances d'analyse, au pire au ridicule. Convenons-en immédiatement, J.M. Naredo, qui avait dû en apprécier le risque, s'en sort avec tous les honneurs. La réunion en recueil de ses analyses passées ² et présentes sur la « transition démocratique » nous offre une vision riche, complète et unifiée d'une époque qui court, ici, sur un quart de siècle (1976-2000).

« Existe-t-il la moindre possibilité qu'un dictateur gère avec succès sa propre succession et celle du régime qu'il a régenté ? Ou encore : un autocrate peut-il désigner le chef de l'Etat qui lui succédera, à charge pour lui d'organiser une "transition sans traumatisme" vers un nouveau régime politique stable ? » Au tribunal de l'histoire, répond J.M. Naredo, le « cas espagnol » demeurera sans doute un atypique exemple où « la démocratie est adoptée par les propres dictateurs » comme voie salvatrice et où le nouvel ordre qu'elle instaure n'est qu'« un despotisme rénové par le simulacre électoral, qui permet aux politiciens d'agir en représentation du peuple, mais sans le peuple ». Pour qu'une telle issue apparaisse, il fallait, bien sûr, que la transition d'un régime à l'autre relève d'abord de la transaction ³ entre adversaires d'hier, franquistes d'appareil et anti-franquistes institutionnels.

Un des grands mérites de J.M. Naredo fut, sans doute, d'avoir analysé – en temps réel – cette convergence d'intérêts entre la « gauche progressiste » et la « droite réformatrice », en cherchant ce qui, à gauche (et plus particulièrement du côté du Parti communiste espagnol), avait pu théoriquement la préparer. Au-delà de l'évidente attitude opportuniste du moment, ces raisons, il les trouvait, alors, dans le relevé objectif des « insuffisances générales » d'une opposition dont le fonds de commerce idéologique relevait du marxisme de bazar et s'appuyait tout à la fois sur une grossière caractérisation du franquisme, une déficiente compréhension du capitalisme espagnol et une adhésion fascinée aux concepts de démocratie, de progrès et de modernité. Pour J.M. Naredo, plus que le système qu'il avait institué, c'est le franquisme – et, davantage encore, son chef – qui nourrissait l'opposition institutionnelle. La mort de Franco leva tous les obstacles et sonna l'heure de la « réconciliation nationale », même si, par un curieux jeu de circonstances ou de retournement de l'histoire, le PCE, son principal propagandiste ⁴, entra, simultanément, dans une phase d'irréversible déclin et dut progressivement céder la place à une social-démocratie moins connotée politiquement et requinquée par l'adhésion à ses thèses de larges secteurs d'une bourgeoisie moderniste, elle aussi démocrate.

Car, sur l'autre rive, la mort du dictateur libéra également les énergies et ses adeptes de la veille comprirent assez vite le parti qu'ils pouvaient en tirer. Dès lors, leur programme se déclina ainsi : changer de ré-

¹ Dans les années 1970, J. M. Naredo participa activement, sous le pseudonyme d'Aulo Casamayor, à la revue *Cuadernos de Ruedo ibérico* (cf. *A contretemps*, n° 3, juin 2001). Chercheur en sciences économiques, il est l'auteur de divers ouvrages de référence en la matière. Il collabore actuellement aux revues *Archipiélago* et *le Monde diplomatique* (édition espagnole).

² Le premier chapitre de l'ouvrage reproduit « Por una oposición que se oponga », essai qui lui donne son titre et qui fut publié, à l'origine, dans *Cuadernos de Ruedo ibérico* (n° 54, novembre-décembre 1976) sous la signature d'Aulo Casamayor. Les deuxième et troisième chapitres reprennent les analyses que l'auteur publia dans *Archipiélago* en 1992 (numéros 10-11) et en 1995 (numéro 20). Les deux derniers chapitres sont inédits. L'ouvrage contient, par ailleurs, une critique – étonnamment magnanime – du livre d'Albert Forment, *José Martínez : la epopeya de Ruedo ibérico* (Anagrama, 2000). Sur le sujet, on peut lire le numéro 3 d'*A contretemps* (juin 2001)

³ C'est le philosophe José Luis Aranguren qui osa, le premier, cette équivalence entre « transition » et « transaction ». Elle est tout entière contenue dans l'idée de « pacte », qui fit florès à l'époque.

⁴ Le concept de « réconciliation nationale » date de... juin 1956 (déclaration du comité central du PCE).

gime pour maintenir un système. Le sens de l'histoire, en somme, lui commandait de « *substituer au mythe du "caudillo" celui du "monarque arbitre" et de transformer l'adhésion "charismatique" en participation "démocratique"* ». Indispensable, le soutien de la gauche ne leur fut pas compté. « *Ouvertement conciliatrice* » et désireuse avant tout d'être admise dans la légalité post-franquiste pour accéder aux palais du pouvoir, elle composa sur l'essentiel et se fit le démocratique défenseur d'une Constitution qui légitima le système économique dominant et le régime monarchique institué par Franco en la personne de Juan Carlos.

Pour le reste, et en échange de la légalisation des partis, la connivence supposa de faire silence sur un passé que tout un chacun accepta d'enterrer pour entrer dans la modernité. Sémantiquement confondus, les extrêmes servirent d'épouvantails et les sondages de la nouvelle presse d'opinion démocratique se chargèrent d'établir la nouvelle vérité consensuelle et politiquement correcte : la guerre civile – dont les derniers belligérants n'allaient plus tarder à quitter la scène – devait être remise au musée de l'histoire et l'avenir s'annonçait radieux. Pièce maîtresse de ce dispositif, l'oubli fonctionna, en effet, à plein régime. Se chargeant de la besogne, les gazettes de l'époque – dont le rôle fut essentiel dans l'enseignement de l'ignorance – véhiculèrent, alors, à longueur de colonne, le mépris de la vérité historique, en pratiquant, sans compter, ce moderne obscurantisme de la futilité qui légitime les nouvelles servitudes. Quand tout s'équivaut, on le sait, rien n'existe. Inscrite dans le pacte, la loi du silence supposait qu'on ne fît aucun procès à personne, « *à commencer par les politiciens franquistes qui s'érigeaient désormais en champions de la démocratie* ». Dès lors, des caves de la Direction générale de la sûreté, on n'entendit plus monter les gémissements des victimes, mais les rires des bourreaux. *El País* les amnistia par avance et *Cambio 16* annonçait la movida.

Au jeu des prébendes, Adolfo Suarez, franquiste reconverti et centriste convaincu, tira, le premier, la bonne carte. Avec l'aide du patronat, l'Union du centre démocratique rafla la mise, à charge pour elle de réduire à néant toute velléité revendicatrice d'un mouvement ouvrier déjà largement domestiqué. A son actif, on mettra sans hésiter le pacte de la Moncloa (1977), où « *partis "ouvriers" et syndicats d'obédience communiste et socialiste* » échangèrent la paix sociale contre l'intégration de leurs bureaucraties respectives à l'appareil d'Etat. « *Il reste à se demander, écrivit plus tard un observateur⁵, pourquoi les syndicats (CC.OO et UGT) acceptèrent un pacte aussi désavantageux pour eux, qui non seulement réduisait leur espace politique, mais encore limitait considérablement leur intervention sur le terrain des luttes salariales, où ils avaient pourtant obtenu certains succès...* » A cette légitime interrogation, J.M. Naredo apporte une réponse : aucune démocratisation n'était possible sans « *pacte interclassiste* ». Ce fut précisément ce que le capital attendait de la gauche, un contrôle social, une garantie d'ordre, une « *modération des exigences revendicatrices des travailleurs* ». Quant aux syndicats (CC.OO. et UGT), le sort de leurs bureaucraties dépendait, bien évidemment, de leur capacité d'obéissance aux « *consignes* » d'une opposition politique (PCE et PSOE) qui avait cessé de s'opposer au système, et dont ils n'étaient que des courroies de transmission. En s'acquittant – au-delà de toute espérance – du rôle de régulateurs qui leur était imparti, ils méritèrent bien d'en tirer quelques avantages bureaucratiques. On assista alors à une honorable tentative de résistance de la part d'une CNT récemment reconstruite, mais le front de la compromission était tel qu'elle ne parvint pas à l'enfoncer, ni même à l'entamer. Elle n'eut ni la force nécessaire ni les moyens d'élargir sa base pour constituer ce front du refus qui, seul, pouvait contrarier les plans du capital. Le pacte social aurait pourtant pu donner au syndicalisme d'action directe cet élan qui lui manqua et dont la CNT pouvait être le pivot. Il est vrai qu'il eût fallu pour cela que la situation de crise interne dans laquelle elle se débattait déjà n'usât pas l'essentiel de son énergie⁶.

A juste titre, J.M. Naredo relève que la disparition de Carrero Blanco constitua sans doute l'événement « *providentiel* » qui, par avance, assura en grande partie la réussite de la transition. A ce titre, bien sûr, on n'accorda pas de médaille à l'ETA pour service rendu, mais il n'est pas interdit de penser que l'ivresse qui s'empara alors de tout un peuple fut discrètement partagée dans certaines antichambres du pouvoir. On y trinquait aussi, à la patience et à l'avenir. Disparu Carrero Blanco, il ne restait plus qu'à attendre – deux ans – la mort du vieux chef pour s'entendre entre démocrates. L'opération fut d'autant plus aisée que le capital encouragea vivement le mouvement. Pour que la restauration démocratique réussît, cependant, il fallait bien que, d'une façon ou d'une autre, le peuple en fût. En surévaluant la capacité de nuisance du « *bunker* », ce ramassis de fascistes nostalgiques résistant au vent de l'histoire, les nouveaux maîtres savaient bien ce qu'ils faisaient : la permanente réactivation du « *souvenir des horreurs passées* » eut l'effet escompté de minimiser

⁵ Holm Detlev Kohler, *El movimiento sindical en España* (Fundamentos, 1995).

⁶ Si J.M. Naredo envisageait, en 1976, l'émergence d'un pôle syndicaliste autonome et révolutionnaire, il ne semblait pas se faire trop d'illusions quant à son avenir. La suite de l'histoire lui donna malheureusement raison. Sur le sujet, il est recommandé de lire « *CNT : ser o no ser* », de Felipe Orero (*La crisis de 1976-1979*, supplément à *CRI*, Ibérica de ediciones y publicaciones, 1979) et *La alternativa libertaria (Catalunya 1976-1979)*, de Joan Zambrana (Fet a Mà, Badalona, 1999).

« *les réelles menaces du présent* ». De faux ennemis en fausses menaces, le peuple finit par admettre les vertus d'une démocratie octroyée. Il s'en convainquit définitivement lors de la tentative de « *golpe* » du 23 février 1981. Certes, l'épouvantail Tejero ne mit pas les masses dans les rues, mais il les secoua juste assez pour qu'elles se rangent du bon côté de la barricade. Le discours royal les conforta : il n'y aurait aucune trêve dans le processus démocratique et les « *golpistes* » se trompaient d'époque. Dès lors, la transition était jouée, l'Espagne devenait moderne⁷ et la social-démocratie pouvait s'atteler à parfaire l'ouvrage auquel elle avait tant contribué.

Un vieux principe de Machiavel⁸ indique que qui doit sa condition de Prince aux suffrages du peuple incline à « *travailler à se gagner les faveurs des grands* ». Arrivé au pouvoir en 1982 – avec l'appui du peuple et 60 % des sièges aux Cortès –, le PSOE appliqua méthodiquement le machiavélique précepte. En guise de « *cambio* » (le changement), pour reprendre sa thématique électorale, on retiendra, au titre des bienfaits socialistes, « *l'intégration de l'Espagne à l'OTAN, le boom spéculatif, la modération salariale, la précarité de l'emploi, le démantèlement de larges pans de l'agriculture et de l'industrie* ». Si aucun domaine n'échappe à sa sagacité⁹, J.M. Naredo s'attache surtout à décrire cette « *décrépitude morale* », cette « *mélancolie politique* » qu'engendra la cynique gestion socialiste et « *cette société froide, égoïste et désabusée* » qu'elle institua. Son jugement est sans appel : dans ce meilleur des mondes possibles où seuls comptèrent l'exercice du pouvoir et les moyens de s'y maintenir, le PSOE usa de tous les stratagèmes pour désarmer les dissidences, pour nier les résistances, pour dénaturer les oppositions. Il affronta, certes, deux grèves générales massives – en 1988 et en 1992 –, perdit des voix à chaque élection intermédiaire, mais il conserva la haute main sur l'appareil d'Etat pendant quatorze ans, faisant la preuve, selon J.M. Naredo, que « *l'ancien despotisme pouvait se prolonger dans le cadre de la flambant neuve démocratie* » en suscitant cette inertie si propice à la soumission. Il fallut, en effet, attendre longtemps pour que – les scandales s'accumulant¹⁰ et les luttes internes déchirant le parti dominant – Felipe Gonzalez perde de sa coutumière arrogance. Tout fut tenté, alors, pour conserver les positions conquises, mais le « *machiavélisme bricoleur* » du Prince et de ses courtisans n'y put rien. Ils finirent par couler, même s'ils ne sombrèrent pas.

« *La justice est comme le serpent, elle ne mord que le va-nu-pieds* », écrivit Eduardo Galeano¹¹. La justice espagnole, sans doute aussi démocratique que le reste des institutions, s'occupa des quelques « *victimes expiatoires* » opportunément lâchées par le pouvoir comme autant de fusibles hors d'usage, mais son respect des puissants était tel qu'elle n'alla pas au-delà. Il est vrai que, comme le rappelle opportunément J.M. Naredo, la mafia du PSOE avait su, d'une part, s'attacher, au cours des ans, les faveurs de l'appareil judiciaire et qu'elle disposait, de l'autre, d'un appui médiatique évident à travers le groupe de presse PRISA, éditeur – entre autres – de *El País*¹² et propriétaire de la chaîne SER. Si les élections de mars 1996 coûtèrent le pouvoir au PSOE, sa défaite fut loin d'être la déroute attendue. La droite – ou le centre droit, comme on dit malicieusement dans la presse de référence – vint aux affaires sur la pointe des pieds et sans majorité absolue. Comme le PSOE, au cours de la dernière législature, elle devait compter sur les voix des catalanistes de Jordi Pujol pour gouverner. La situation, on le devine, ne chagrina pas outre mesure les barons socialistes : ils étaient battus, mais pas déconfits et la faible différence de voix avec le PP (Parti populaire) de José Maria Aznar pouvait leur faire miroiter un proche retour au pouvoir. Le diagnostic, comme la suite de l'histoire le prouva, était certes illusoire, mais le PSOE n'eut pas à se plaindre de l'attitude de son rival : en matière de poursuites judiciaires, il fit profil bas et eut même la magnanimité de « *minimiser la responsabilité des gou-*

⁷ « *Les conspirations véritables ou simulées (...)*, écrivait Machiavel – que cite J.M. Naredo –, *peuvent être un excellent moyen de stimuler la sympathie du peuple en faveur du Prince.* » Dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* (Gallimard, 1992), Guy Debord, lui, observait : « *La protection de la domination procède très souvent par fausses attaques, dont le traitement médiatique fera perdre de vue la véritable opération : tel le bizarre coup de force de Tejero et de ses gardes civils aux Cortès en 1981, dont l'échec devait cacher un autre pronunciamiento plus moderne, c'est-à-dire masqué, qui a réussi.* »

⁸ Cité, là encore, par J.M. Naredo qui voit, à juste titre, dans la lecture de Machiavel une inépuisable source de dévoilement des techniques de pouvoir. Outre l'œuvre du Florentin, J.M. Naredo s'est amusé à interpréter cette histoire de la transition démocratique espagnole à travers l'ouvrage de Maurice Joly, *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu* (Allia, 1997). Le résultat est, à vrai dire, tout à fait probant.

⁹ Pas même celui des libertés publiques où, contre toute attente, le parti dominant, s'engagea, à travers une législation d'urgence, dans une politique sécuritaire que le « *cambio* » ne laissait pas non plus prévoir.

¹⁰ Au chapitre des scandales, nous retiendrons, bien sûr, celui des GAL, ces « *escadrons de la mort* » exerçant leurs sombres desseins à l'abri de l'appareil d'Etat, mais aussi d'innombrables affaires de corruption qui impliquèrent de très hauts personnages de l'Etat ou de la finance. J.M. Naredo s'attache à les relever, même si la somme impressionnante à laquelle il parvient ne constitue, pour lui, que « *la partie visible d'un immense iceberg où est impliquée la plus haute hiérarchie du nouvel Etat* ».

¹¹ Eduardo Galeano, *Patatas arriba. La escuela del mundo al revés* (Siglo XX, Madrid, 1999).

¹² Il fallut attendre janvier 1995 pour que *El País* commence à prendre ses distances avec Felipe Gonzalez. La crise de confiance se caractérisa, d'une part, par la publication d'un manifeste d'intellectuels proches du Prince critiquant l'activité du gouvernement dans l'affaire des GAL et, de l'autre, par un éditorial au titre évocateur, mais un peu grotesque : « *L' "Intelligence" vous salue bien* ».

vernements précédents dans des affaires qui auraient pu être constitutives de délits ». Copains comme coquins, en somme, ou un prêté pour un rendu, on se sait jamais...

« Dans le cas espagnol, écrit J.M. Naredo, la “transition politique” ficela – et ficela bien – ce nouveau système de pouvoir qui admet aujourd’hui le qualificatif de démocratique. Les personnes, les partis, les groupes économiques dépositaires de ce pouvoir peuvent changer, le système qui les fait vivre perdure et maintient, à travers eux, le nouveau despotisme. » Consolidant son avance sur le PSOE, le PP obtint, en juin 2000, cette majorité absolue qui lui manqua en 1996. En gauchisant leur discours, en s’inventant une gauche « plurielle » à la française, les socialistes ne parvinrent même pas à convaincre leur électorat traditionnel. L’idéologie qu’ils avaient distillée des années durant se retourna, en quelque sorte, contre eux : cette « fin de l’histoire » qu’ils proclamèrent finit par provoquer la leur. On peut en rire. « Gestionnaires d’un même système utilisant les mêmes instruments pour poursuivre les mêmes objectifs », gauche et droite sont désormais les deux mesures d’un pas cadencé rythmé à l’unique mesure des intérêts dominants du capital.

Bouclant la boucle, J.M. Naredo clôt son analyse sur un chapitre qui, sous forme exclamative cette fois, reprend à l’identique le titre de l’essai qu’il publia en 1976 et sur lequel s’ouvre son livre : « Pour une opposition qui s’oppose ! » Il y propose de sortir du « confusionnisme régnant » en redéfinissant ce que pourrait être une opposition anti-capitaliste libérée de « l’illusion démocratique » et désaccoutumée « des mélancolies, des schémas et des pratiques qui se sont révélés inopérants ». Pour ce, précise-t-il, s’il est indispensable de comprendre les mécanismes modernes de l’oppression et de la domination, il n’en est pas moins nécessaire de « reprendre les choses au début et de dépoussiérer les classiques » de la pensée critique. Quand Machiavel se tient au côté du Prince, La Boétie, lui, se situe sur l’autre bord, celui de la résistance à la servitude, celui du refus des maîtres¹³. L’un et l’autre parlaient pour l’avenir. On peut penser, comme J.M. Naredo, que la désobéissance à laquelle incitait La Boétie est, plus que jamais, au centre de notre présent. Contre tous les princes. En Espagne, comme ailleurs.

José Fergo

¹³ A propos du Prince et du Discours de la servitude volontaire, Miguel Abensour et Marcel Gauchet ont cette heureuse formule : « A l’une, la pleine lumière d’une gloire permanente, à l’autre, la précarité souterraine d’une circulation militante. » Cette citation est extraite des « Leçons de la servitude et leur destin », présentation du Discours de la servitude volontaire, d’Etienne de La Boétie (Petite Bibliothèque Payot, 1993). On recommandera la lecture de cette remarquable édition du Discours, conçue et réalisée par Miguel Abensour, complétée de deux excellentes contributions de Claude Lefort et de Pierre Clastres.